

# **l'Anticapitaliste**

n°524 | 28 mai 2020 — 1,50 €

l'hebdomadaire du NPA ~ [www.NPA2009.ORG](http://www.NPA2009.ORG)



**GOUVERNEMENT ET PATRONAT PRÉPARENT LE PIRE**

**MOBILISONS-NOUS  
POUR DE VRAIS  
"JOURS HEUREUX"**

## **Dossier**

**Se mobiliser autour  
d'un plan d'urgence pour  
l'hôpital et la santé**

Pages 6 et 7

### **ÉDITO**

**Cachez ces violences policières...**  
Page 2

### **PREMIER PLAN**

**Automobile: chez Renault et  
dans toute la filière, pas de  
tabou pour défendre l'emploi**  
Page 3



### **ACTU INTERNATIONALE**

**Chili: entre la peste et Pinera**  
Page 5

### **LIBRE EXPRESSION**

**Solidarité avec les migrantEs:  
de Paris à Rennes ou Bologne,  
le 30 mai aura bien lieu!**  
Page 12



Par JULIEN SALINGUE

## Cachez ces violences policières...

En dénonçant sans détour, samedi 23 mai, sur le plateau de Laurent Ruquier, les violences racistes commises par la police, la chanteuse Camélia Jordana ne s'attendait sans doute pas à déclencher une telle tempête. C'était sans compter sur la sainte alliance des flics, des fachos et de la Macronie qui, durant la journée de dimanche, a tenté de saturer les médias et les réseaux sociaux de messages s'en prenant à l'artiste. Christophe Castaner lui-même, décidément particulièrement attaché à la liberté d'expression, y est allé de sa déclaration, dénonçant « [d]es propos mensongers et honteux [qui] alimentent la haine et la violence ».

Et pourtant. Comme l'a rappelé David Dufresne dans une interview aux *Inrocks*, « ce que Camélia Jordana est évident, c'est l'étonnement qu'elle rencontre qui est étonnant ». Des évidences qui dérangent et que certains ne supportent pas, qui s'attachent à défenestrer coûte que coûte l'impunité des forces de police malgré la multiplication des témoignages, des vidéos et des condamnations par divers organismes, français et internationaux, du Défenseur des droits à la Cour européenne des droits de l'homme en passant par le Conseil de l'Europe et le Haut-commissariat des Nations unies aux droits de l'homme.

En s'en prenant à Camélia Jordana, c'est l'ensemble des victimes de violences policières, ainsi que leurs proches et leurs familles, que l'on a voulu faire taire. Et le moins que l'on puisse dire est que la sainte alliance a été confrontée à un véritable effet boomerang : non seulement les messages de soutien à la chanteuse se sont multipliés, mais on a également vu fleurir un hashtag sur Twitter, #MoiAussiJaiPeurDevantLaPolice, lancé par Assa Traoré, qui a « noyé » les messages racistes et pro-flics et donné encore plus de visibilité à la dénonciation des violences policières, dans une belle unité entre Gilets jaunes, militantEs d'horizons divers et habitantEs des quartiers.

Une séquence qui nous rappelle à quel point il est indispensable d'apporter tout notre soutien à celles et ceux qui refusent l'omerta sur les exactions policières, et de les appuyer dans leur difficile combat face à l'immunité organisée. Contre les fachos, contre les organisations de flics, contre les autorités, le NPA continuera de les soutenir dans leur lutte, pour la justice et la vérité.

## BIEN DIT

Il y a des milliers de personnes qui ne se sentent pas en sécurité face à un flic, et j'en fais partie. Aujourd'hui j'ai les cheveux défrisés. Quand j'ai les cheveux frisés je ne me sens pas en sécurité face à un flic en France. Vraiment.

CAMÉLIA JORDANA (chanteuse), France 2, 23 mai 2020.

## GOUVERNEMENT ET PATRONAT PRÉPARENT LE PIRE Mobilisons-nous pour de vrais « jours heureux »

*Face aux conséquences de la crise sanitaire, dont l'emballement de la crise économique, le gouvernement de Macron et le Medef ont un projet clair : préserver les dividendes des actionnaires en faisant payer la note aux salariés et à la population. Les démasquer et envisager notre contre-offensive devient un enjeu vital pour ne pas laisser ce système dévaster nos vies et la planète.*

« Si l'on prend l'intégralité des mesures budgétaires et de soutien à la trésorerie, l'Etat a mis 450 milliards d'euros sur la table [...] soit 20% de la richesse nationale pour sauver l'économie », déclarait Bruno Le Maire lundi 25 mai. Qui va rembourser ? « La question est, quand est-ce qu'il faudra rembourser ? Pas maintenant. [Mais] oui, il faudra rembourser, la dette perpétuelle n'existe pas ».

### La volonté de nous tétaniser

Ces dernières semaines, les principaux patrons des différents secteurs sont défilés dans les bureaux ministériels et dans les commissions parlementaires pour défendre leur bout de gras et nous saturer d'informations : il faut sauver le tourisme, plus de 7% du PIB et environ 2 millions d'emplois. Après les milliards promis à Air France, les patrons de l'aéronautique civile et militaire (Thales, Safran, Dassault et Airbus) se sont organisés autour d'une « task force » pour obtenir toujours davantage de l'Etat, agitant la menace de dizaines de milliers de suppressions d'emplois.

Derrière nouvelle, le 26 mai, France Info citait le rapport des économistes du Groupe d'études géopolitiques selon lesquels l'expérience massive de télétravail montre « qu'entre 30 et 40 % des emplois qualifiés, des emplois de cols blancs, pourraient être délocalisés dans des pays à bas coûts ».

### Contester leur légitimité, préparer notre contre-attaque

Pour résister à l'effroi, il faut se refaire le film de ces derniers mois, pour formuler nos priorités et déterminer nos points d'appui. Alors que la première vague de l'épidémie semble derrière

nous, rien ne permet d'envisager que nous serions en capacité de nous prémunir davantage d'une deuxième vague. Des clusters se multiplient sur des lieux de travail, l'application des préconisations de sécurité dans des lieux de propagation active comme les transports ou les écoles est tout simplement impraticable, ce qui implique de ne pas relâcher notre vigilance. Nous devons développer nos revendications de protections adaptées : gratuité des masques et des tests dont l'utilisation doit être généralisée, réquisition et mise sous contrôle public (par les salariéEs et les usagerEs) des entreprises pharmaceutiques pour maîtriser la recherche et la distribution des traitements et vaccins dès qu'ils seront au point.

Cathy Billard

Si le coût humain du Covid-19 n'a pas été plus élevé, c'est d'abord grâce aux personnels de santé, à leur

## Chez Renault et dans toute la filière, pas de tabou pour défendre l'emploi

Réglons son compte à cette véritable « fausse nouvelle » selon laquelle la fermeture envisagée de 4 usines par Renault serait la conséquence du coronavirus. « Sans tabou » avait pourtant prévenu Renault pour annoncer dès le mois de février un plan d'économies de deux milliards d'euros, un montant qui n'a pas bougé depuis. Le scandale supplémentaire est le prêt de 5 milliards d'euros que l'Etat s'apprête à garantir à Renault, « en même temps » donc que les restructurations annoncées.

Dans la décence précédente, Renault, sous la houlette de Carlos Ghosn, a choisi l'asphyxie des activités de montage d'automobiles en France. En quinze ans, de 2005 à 2018, la production de Renault a chuté des deux tiers, passant de 120000 à 386 000 véhicules. Les effectifs de Renault

sont passés en France sous le seuil des 50 000, le nombre des ouvrierEs étant aujourd'hui inférieur à 15 000. Les fermetures envisagées aujourd'hui sont dans le prolongement des politiques avalisées par les gouvernements successifs y intervenant comme actionnaire de référence pour reprendre l'expression du ministre Le Maire.

### Des rustines pour le profit face à une crise globale

La crise de l'industrie automobile pointait depuis plusieurs mois. Arrêt mondial « jamais vu » de la production et des ventes de voitures, faillite d'équipementiers ou de loueurs comme le premier d'entre eux Hertz, stocks de voitures invendues évaluées

pour toutes les marques en France à 400 000 véhicules : la crise est globale.

Ce qui est annoncé par le gouvernement n'est qu'un copier-coller de ce qui est pratiqué depuis 30 ans : des primes pour la mise à la casse des voitures les plus anciennes afin de gonfler les ventes de voitures neuves. Financer l'achat de voitures électriques apportera une touche de modernité « verte », mais même avec une prime de 6 000 euros financée par les impôts de touTTe, la voiture électrique demeurera inaccessible à la très grande majorité. Des mesures de ce type déjà appliquées n'ont empêché ni l'emploi de s'écrouler ni la pollution de s'amplifier. En revanche, elles ont permis à chaque fois aux firmes automobiles de renouer avec les profits. La crise de l'automobile est trop globale pour être réparée avec ce type de rustines.

Patrons des firmes automobiles et gouvernement tablent sur la désorganisation pratique du mouvement ouvrier, amputé en temps d'épidémie de la possibilité de réunir syndiquéEs, salariéEs et de son droit élémentaire à manifester.

### 5 milliards pour Renault sans contrepartie

Exproprié les capitalistes Cela n'a pas empêché les salariéEs du site de Caudan (Fonderies de Bretagne) de débouter lundi 25 mai une grève et l'occupation de l'usine : entrées et sorties bloquées, production arrêtée, occupation jour et nuit.

L'ÉTAT N'EST PAS LE REMÈDE. La situation actuelle produit un double mouvement dans la population. D'abord une méfiance vis-à-vis des dirigeants et de leur action face au coronavirus ; cette méfiance est particulièrement forte en France. Mais la méfiance s'accompagne de fortes attentes vis-à-vis des États desquels, au plus fort de l'épidémie, les populations ont été largement dépendantes pour leurs revenus (chômage partiel, allocations sociales) et les mesures sanitaires. L'Etat a réglementé les modes de vie à un degré jamais atteint : quasiment toutes les libertés traditionnelles ont été suspendues ou réglementées au nom des nécessités sanitaires (il ne s'agit pas ici de soutenir que le confinement a correspondu à un complot orchestré par des forces obscures). Et dans l'incertitude sur le futur (deuxième vague possible de l'épidémie, déferlante des licenciements...), la demande d'action de l'Etat restera forte. Cette attente offre des marges de manœuvre aux dirigeants pour se maintenir, voire consolider leur pouvoir. Face aux soubresauts de la crise, l'Etat va se présenter comme « raisonnable », « protecteur » et « innovateur ». L'imagination des gouvernements pour vendre du vieux profondément capitaliste en le faisant passer pour du neuf sanitaire et humain sera sans limite. Les macronistes s'enflamme pour la participation aux bénéfices,

soutenu le pouvoir d'achat et perfectionner la démocratie dans l'entreprise : vieille ficelle pour ne pas augmenter les salaires. Le soutien aux entreprises sera enrobé d'un vernis écologique. Pour favoriser le télétravail « dans l'intérêt des salariéEs », il y aura de nouveaux allégements du code du travail, alors que cette forme d'emploi atomise les travailleurEs et réduit leur capacité d'action. La flexibilité des horaires sera amplifiée. Etc. De toute manière, « il faudra reconstruire l'économie » et, plus tard, « payer la dette ».

Il y aura sans doute des concessions, dans le secteur de la santé par exemple, mais fondamentalement, l'objectif sera de marquer des points idéologiques et d'obtenir la discipline et la soumission du monde du travail. Pour cela, le néolibéralisme « new look » renforcera encore très probablement sa fonction répressive.

Gouvernements et capitalistes ont donc de la ressource. L'objectif n'est pas ici de « désespérer Billancourt » comme on disait à l'époque où Renault-Billancourt était un bastion de la classe ouvrière, mais de pointer la contradiction de la situation. L'Etat bourgeois n'est pas le remède. Il faut bien sûr en exiger le maximum de mesures sociales mais, simultanément, s'organiser et développer la défiance militante et les fers d'auto-organisation apparus pendant la crise. Pour que demain ne soit vraiment pas comme hier...

## Un monde à changer

**« PLUS JAMAIS ÇA ! » L'unité doit servir à agir**

*Mercredi 20 mai, à l'invitation des associations et syndicats composant le cadre unitaire « Plus jamais ça, préparons le jour d'après », a eu lieu une première réunion avec l'ensemble des forces politiques de gauche. Pour les organisateurs, l'enjeu était d'ouvrir une discussion sur ce qu'il est possible de faire ensemble en terme d'initiatives et d'actions répondant aux urgences sanitaires, sociales et écologiques.*



des représentants de LFI, du PCF ou d'Ensemble ! étaient plus tournées vers la nécessité d'agir ensemble.

### Refuser les petits calculs et les grandes manœuvres

Il y a moins comme d'autres forces politiques, le NPA ayant répondu par un courrier public à la tribune « Plus jamais ça ! » devenue ensuite une pétition signée par près de 200 000 personnes. Pour nous, l'enjeu reste bien la nécessité de poser un cadre de mobilisation commun aux syndicats, associations et partis politiques, en se dégageant des petits calculs et grandes manœuvres d'une partie de la gauche en vue de 2022.

Le moment est important : après une période où la division social/politique a pesé durant le mouvement sur les retraites, à laquelle s'est ajoutée ensuite la période atone du confinement, il y a urgence à aider à la relance des mobilisations – en appuyant en particulier celle qui commence dans le secteur hospitalier – tout en défendant des mesures sanitaires (pour la gratuité des masques, pour une vaste

campagne de dépistage) ou sociales (sur le terrain de l'emploi, du refus des licenciements par exemple). Nous avons aussi posé lors de cette réunion la question des résistances aux différentes formes de répression, avec la nécessité de défendre les libertés publiques et démocratiques.

À cette étape, il s'agit d'une première prise de contact qui doit être suivie d'une nouvelle réunion début juillet pour continuer la discussion autour des initiatives à prendre, avec en perspective une possible déclaration commune syndicats-associations-partis pour les porter.

Sans attendre, il faut s'appuyer sur l'existence positive de ce cadre pour voir comment cela peut aider la construction de collectifs locaux d'initiative, en particulier autour des questions de santé. À suivre...

**Manu Bichinardiz**

1 - <https://france.attac.org/actus-et-medias/dans-les-medias/article/tribune-plus-jamais-ca-19-responsables-d-organisations-syndicales-associatives>

2 - <https://npa2009.org/actualite/politique/une-lettre-du-npa-aux-organisations-du-mouvement-ouvrier>

**Le chiffre**  
Entre 250 000 et 300 000

*C'est, selon les diverses sources, le nombre de tests Covid hebdomadaires effectués au cours des deux dernières semaines. Bien loin des 700 000 tests promis par le gouvernement lors de l'annonce du déconfinement. Comme le relate Mediapart, « le chiffre a disparu de la communication gouvernementale ». Mais pas de nos mémoires.*

## Agenda

**Jeudi 28 mai, Rassemblements à l'appel des hospitalierEs** Hôpital Tenon (Paris 20<sup>e</sup>), à 13h ; Hôpital Pitié-Salpêtrière (Paris 13<sup>e</sup>), à 13h ; Hôpital Robert-Debré (Paris 19<sup>e</sup>), à 13h30 ; Hôpital Casanova (Saint-Denis), à 13h15.

**Samedi 30 mai, manifestation pour la régularisation des sans-papiers, la fermeture des CRA et un logement pour toutes** À Paris, à 14h30, avec masques et distances physiques. Lieux d'accès à la manifestation : Métro Madeleine (collectifs locaux de soutien aux migrants, collectifs contre les centres de rétention, associations de solidarité avec les migrants, associations antiracistes, associations de l'immigration, comités de familles de victimes des violences policières) Métro Opéra (collectifs de sans-papiers et migrantEs, collectifs des foyers de travailleurs immigrés, collectif pour l'avenir des foyers) Métro Richelieu-Drouot (associations pour le droit au logement, collectifs interpro, Gilets jaunes, syndicats) Métros Grands-Boulevards et Bonne-Nouvelle (associations féministes, associations environnement, associations altermondialistes et solidarité internationale, associations de défense des libertés, partis politiques)

## NO COMMENT

*Dans 10 ans, on éprouvera de la nostalgie, voire de la mélancolie, pour cette période [de confinement] où tout le monde s'est retrouvé en repos forcé.*

CONSTANCE DEBRÉ (écrivaine), site internet du *Journal du dimanche*, 21 mai 2020.

## l'AntiCapitaliste

*l'hebdo du NPA*

**Rédaction :** 0148704227 redaction@npa2009.org **Tirage :** 6 500 exemplaires **Directeur de publication :** Julien Salingué **Secrétaire de rédaction :** Julien Salingué **Administration :** 0148704228, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex **Impression :** Rotographie, Montreuil-sous-Bois **Commission paritaire :** 0491 P 11508 **Société éditrice :** Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication. SARL au capital de 3500 € (durée 60 ans). **IMPRIM' VERT®**



## Hong Kong Grande manifestation face au dépôt d'une loi sur la sécurité nationale.

Des milliers de manifestantEs se sont rassemblés à Causeway Bay le dimanche 24 mai. Une fois de plus, ce sont des anonymes qui ont appelé en ligne à manifester. Il n'y avait pas de véritable organisateur. De plus, il s'agissait d'une manifestation illégale. Mais des milliers de personnes sont néanmoins descendues dans les rues.

Ce genre de scène s'est produit à plusieurs reprises l'année dernière, lors du mouvement contre le projet de loi d'extradition. Mais je n'avais plus vu un tel événement depuis cinq mois.

Avec le début de la pandémie, le gouvernement de Carrie Lam avait imposé une restriction des libertés et interdit les rassemblements publics de plus de huit personnes. La nouvelle que Pékin allait imposer une telle loi sur la sécurité intérieure à Hong Kong a provoqué la colère de nombreuses personnes, en particulier des jeunes. Dimanche, elles sont venues manifester.

La police a d'abord essayé de dissuader les gens de se rassembler en procédant à quelques arrestations. Mais cela a échoué. Puis après 13 heures, des milliers de manifestantEs ont occupé la rue principale. Il s'agissait principalement de jeunes. Notre petit groupe de camarades s'est joint à eux pour protester. Mais la police a rapidement tiré des gaz lacrymogènes pour empêcher la foule de s'accroître encore.

Nous avons tous et toutes couru et nous nous sommes repliés dans des rues latérales. Puis les manifestantEs se sont dispersés dans d'autres quartiers et y ont brièvement occupé les rues. Une sorte de jeu du chat et de la souris s'est répété encore et encore dans les zones commerciales très fréquentées de l'île de Hong Kong. Finalement, au moins 120 personnes ont été arrêtées. Je sais que nombre de manifestantEs se sont sentis satisfaits à la fin de la journée malgré les arrestations: «Nous continuons à défier votre interdiction et votre loi d'obligation!»

Lorsque je suis revenu chez moi, j'ai remarqué qu'une vidéo était très partagée sur Facebook. Il s'agit d'un policier qui s'est précipité à la porte d'un magasin, a attrapé une bouteille d'eau, puis est parti sans avoir payé. Beaucoup de gens se sont moqués du policier en lui disant «Payez!» ou «Arrêtez-le!». La police a fini par afficher une déclaration disant qu'elle avait payé le propriétaire du magasin au nom du policier. Je suis ravi que la police ait été embarrassée.

Au Loong-yu

## Palestine Tentative d'enlèvement de Salah Hamouri.

Mercredi 20 mai, les forces spéciales de l'armée israélienne ont tenté d'enlever Salah Hamouri devant le siège de l'ONG Addameer où il travaille à Ramallah en Cisjordanie occupée. Salah Hamouri, avocat infatigable des droits du peuple palestinien, est victime depuis des années de persécution politique, de harcèlement constant sur lui et sa famille.

En 2018, il recourait la liberté après 7 ans d'emprisonnement dans les prisons israéliennes (où croupissaient plus de 5000 Palestiniens dont 750 enfants) suite à une campagne internationale dénonçant l'acharnement contre le franco-palestinien. Ce qui subit Salah, c'est le symbole d'une puissance coloniale qui, par des arrestations, des condamnations, des détentions sans aucune forme de procès perpétue une oppression la plus brutale.

A l'heure où un gouvernement de combat et de voyous Netanyahu-Gantz se met en place en Israël et où les plans d'une annexion pure et simple de la Cisjordanie au 1<sup>er</sup> juillet se précisent, alors que le peuple palestinien endure le confinement de la pandémie en sus des couvertures permanentes de l'occupant, alors que les chancelleries occidentales annoncent quelques menaces diplomatiques bien discrètes, nous réaffirmons la liberté et la protection pour Salah Hamouri, justice et égalité et notre solidarité entière dans la lutte du peuple palestinien dans son combat contre le régime d'apartheid israélien!



PHOTOTHÈQUE ROUGE / JMB

## ÉTATS-UNIS Trump pour toujours? Il pourrait essayer

*Au milieu de la pire pandémie de l'histoire des États-Unis et de ce qui pourrait être une deuxième grande dépression pire que la première, la principale préoccupation du président Donald J. Trump est sa réélection à la présidence en novembre.*

Trump utilise la crise du coronavirus et l'effondrement économique pour relancer sa campagne et réveiller sa base avec une propagande pour la réouverture de l'économie qui met en danger la santé et le bien-être économique de millions de personnes. Nous nous dirigeons probablement vers une deuxième vague d'infections et vers ce qui sera, comme l'a dit un expert en santé, «l'hiver le plus sombre de l'histoire moderne».

### Racisme et xénophobie

Avec 40 millions de chômeurEs et près de 100 000 morts, Trump fait l'éloge de lui-même et de son administration et blâme, pour le virus, la Chine, l'Organisation mondiale de la santé, Barack Obama et les Démocrates. Le racisme et la xénophobie restent au cœur de la vision nationaliste blanche de Trump. Il laisse entendre que la Chine peut avoir propagé le virus intentionnellement et ses collaborateurs parlent de voyageurs chinois envoyés pour «semcer le virus» en Europe et en Amérique. Il ferme les frontières américaines à tous les immigranTEs pour une durée indéfinie, prétendant pour bloquer le virus. Alors que c'est bien sûr l'incapacité de Trump à prendre des mesures rapides au début de l'épidémie qui a entraîné des dizaines de milliers de morts évitables et l'effondrement économique.

Au milieu de la pandémie, Trump s'est concentré sur le renforcement



WIKIMEDIA COMMONS

l'élimination de ses détracteurs. Au cours des derniers mois, il a licencié quatre des inspecteurs généraux qui ont comme fonction de superviser et prévenir la corruption dans les dépendances des différents ministères, qui s'élèvent à des milliers de milliards : affaires étrangères (département d'Etat), santé et services sociaux, renseignement et transports.

**Une campagne vicieuse**

Le slogan actuel de Trump est la «Transition vers la grande», «grâce» à la réouverture rapide de l'économie américaine sans égard pour la santé des travailleurEs. Trump a mis fin à la fermeture du gouvernement fédéral, a établi des directives sanitaires pour la réouverture et a confié la responsabilité de leur application

aux gouverneurs des États. Ces derniers ont permis aux affaires de reprendre, même si leurs états ne respectaient pas les directives sanitaires de la Maison Blanche. Trump, qui n'a pas le pouvoir de le faire et en ignorant les experts de la santé, a également ordonné l'ouverture de tous les lieux de culte pour plaire à sa base chrétienne évangélique. Aujourd'hui, tous les États ont rouvert certaines activités et, avec cette pression pour revenir à la normale, de nombreuses personnes ont abandonné la distanciation physique et les masques.

Les fils de Trump se sont joints à leur père pour lancer ce qui sera une campagne électorale vicieuse. Donald Trump Jr. a lancé une salve sur Instagram et Twitter accusant Joe Biden d'être un pédophile, une

accusation sans fondement. Eric Trump a suggéré à Fox News que le Parti démocrate voulait garder le pays enfermé pour empêcher son père de tenir ses rassemblements de campagne massifs. Ignorant complètement le problème sanitaire, Eric Trump a déclaré : «Ils pensent qu'ils retirent à Donald Trump son meilleur outil... Et devinez quoi, après le 3 novembre, le coronavirus disparaîtra comme par magie, tout d'un coup, et tout le monde sera pour rouvrir.»

### Limiter le vote pour le Parti démocrate

Trump utilise ses fonctions pour faire campagne, visitant une usine Ford dans le Michigan, tandis que Biden tient des réunions vidéo depuis son domicile. Alors que les Démocrates hésitent à convoquer une convention nationale de désignation de leur candidat, de peur d'exposer leurs délégués au coronavirus et d'accélérer sa propagation, les Républicains prévoient d'organiser une convention à grande échelle, malgré les risques pour les délégués que pour la santé publique. Des publicités virales payées par de «l'argent noir» de donateurs inconnus commencent à apparaître partout.

Les conditions sanitaires rendront sans doute difficile la tenue des élections de novembre, mais Trump s'est opposé aux scrutins par correspondance au motif qu'ils favoriseraient la fraude électorale, et a menacé de couper les fonds fédéraux aux États qui les utilisent. Les bulletins de vote postaux n'ont jamais été associés à la fraude, mais Trump veut limiter le vote pour la Parti démocrate. Son gendre Jared Kushner a suggéré que l'élection soit reportée. Tout cela peut être une préparation pour permettre à Trump de prétendre, s'il perd en novembre, que l'élection était invalide afin éventuellement d'essayer de rester illégalement à la présidence, c'est-à-dire de se comporter comme un dictateur.

Dan Lo Botz, traduction Henri Wilno

## GRÈCE L'urgence d'une solidarité internationale avec les réfugiéEs

*Les fanfaronnades préélectorales de Mitsotakis l'an passé, comme quoi avec lui il n'y aurait plus de «problème immigré», avaient certes pour but de piquer aux nazis leur électeur et reflétaient aussi l'alignement de la droite sur le courant d'extrême droite, très présent désormais au pouvoir. Mais dans la réalité, c'est depuis un an une fuite en avant qui fait du gouvernement grec un émule des Orbán et Salvini, et il est urgent que le sort terrible infligé aux réfugiéEs en Grèce soit l'objet d'une large dénonciation internationale.*



européennes, et pas seulement pour accueillir les mineurEs sans famille. Mais cela suppose une campagne antiraciste menée en commun à l'échelle européenne!

**À Athènes, A. Saratzis**

1- Échec des racistes: croyant avoir «enfin» trouvé un foyer d'infection dans un centre de réfugiéEs en Argolide, ils préparaient leur ignoble campagne. Mais le virus semble avoir été «importé» par l'entourage de la famille royale hellénique, qui a une résidence dans le coin! Du coup, silence radio...

### Impasse criminelle de la politique anti-réfugiéEs

Il semble que le seul objectif du pouvoir soit de décourager les réfugiéEs de venir en Grèce. C'est d'ailleurs à peu près ce qu'a bien intentionné suggéré Mitrakakis devant les instances européennes en parlant, sur fond de «menace asymétrique», d'une «force majeure» qui devait pousser l'Europe à la fermeture, et instrumentalisant le coronavirus. Résultat : une volée de bois vert de la part d'instances sur les

réfugiéEs, sur les libertés et de pas mal d'eurodéputés. Mais comme la réalité de la politique européenne, c'est l'Europe forte, le gouvernement grec pourtant sans état d'âme sa politique raciste, comme avec les renvois de réfugiéEs sur la rive turque du fleuve Evros ou sur les côtes orientales de l'Égée : une enquête de la Deutsche Welle établit à plusieurs membres du parti de droite et/ou ex-militaires, avec même à Pyrgos (Péloponèse) un raciste auteur d'un livre écrit par des nazis!

**Pour une riposte antiraciste, en Grèce et en Europe**

Face à ce climat nauséabond, des ripostes locales existent heureusement, comme à Pella justement. Mais tout le monde en convient : il est grand temps de passer à la vitesse supérieure, pour un accueil des réfugiéEs dans des lieux sûrs et dignes, pour la fermeture des camps dégradants, sur les îles et sur le continent (Malakasa, Serres...). Et bien sûr, ouverture des frontières

## CHILI Entre la peste et Pinera

*Un rapport de l'OMS, daté du 22 mai, révèle que la pandémie a un nouvel épicentre en Amérique latine. Après le Brésil et le Pérou, le Chili présenterait, au recensement officiel du 23 mai, près de 630 décès pour plus de 55 000 infectés, chiffres largement en-dessous des réalités selon toutes les institutions sanitaires du sous-continent.*



pauvreté deux fois supérieurs à la moyenne nationale, 20% des maisons sans eau et électricité, et une tradition de lutte ancienne pendant la dictature. La propagande du régime par le journal *El Mercurio*, ou les appels à l'unité nationale en évoquant le héros Arturo Prat de la sinistre guerre du Pacifique n'y ont rien fait. Les habitantEs ont réagi à la violence des carabiniers et de l'armée ; sans pillages, sans dégradations mais avec détermination et par centaines, ils se sont organisés contre les sbires du pouvoir.

### Des tâches militantes

De l'avis de la majorité des collectifs révolutionnaires, des trotskistes aux libertaires, il s'agit d'une répitition générale avant d'autres explosions. Sans résumer les discussions des milieux révolutionnaires et militants – préoccupations qui vont des luttes des Mapuches, aux droits des femmes (avec 2 millions de manifestantEs le 9 mars avant la quarantaine) aux luttes pour l'eau – il y en a deux qui se dégagent avec urgence. Comment lutter contre la faim ? Organiser les soupes populaires pour contrer les évangelistes et la droite, avec tous les problèmes que cela pose et face à l'inaction du PS et du PC ? Comment unir tous ces collectifs de lutte ? Ces débats, dont nous sommes solidaires, ne se tranchent pas en dehors des forces en présence et des débats vivants qui animent tous ces nouveaux militaires issus de l'Octobre cubain de 1959. Des collectifs de Valparaíso et Santiago, animés par des trotskistes de diverses sensibilités, ébauchent le projet encore fragile d'un Congrès des travailleurEs, ouverts à tous les collectifs populaires de lutte, en opposition aux solutions institutionnelles. C'est peut-être un pas en avant pour une sorte anticapitaliste de la crise. T.K.

## CORONAVIRUS Cuba lutte

*La question n'est pas ici d'encenser ou au contraire de démolir le régime cubain.*

À l'aune de l'actualité, on s'attachera plutôt à présenter les faits sur trois plans : le rôle joué par Cuba à l'international, l'extraterritorialité renforcée du blocus ainsi que la particularité du système de santé cubain et les défis rencontrés à l'interne en temps de Covid-19.

Actuellement, plus de 25 000 médecins en provenance de l'île luttent contre le Covid-19 dans plus de 30 pays. Si l'aide médicale en faveur des pays défavorisés relève d'une tradition depuis le triomphe de la révolution cubaine en 1959, un tournant s'est amorcé avec la pandémie. En effet, des pays «développés» tels que l'Italie, mais aussi l'Espagne et la France ont eux aussi sollicité à Cuba l'envoi de médecins pour affronter la crise sanitaire. Ces appels mettent en lumière, si besoin était, deux aspects importants : d'une part, le résultat désastreux de plusieurs décennies de coupes budgétaires dans le secteur public hospitalier européen exigées par l'UE et, d'autre part, l'incapacité de cette dernière à réagir rapidement pour venir en aide à ses pays membres les plus touchés.

Certes, il y a dans cette action internationaliste un aspect symbolique et concret qu'on ne peut nier, mais qui a occupé tout entier certains médias européens. On imagine bien sûr la claire fierté que doit ressentir – à raison – la plus grande île des Antilles face à cet appel à l'aide de «capitalistes». Et on sait, car le gouvernement cubain ne s'en cache pas, que ces derniers ont payé ces prestations de services. La politique cubaine a toujours été claire à ce niveau : ceux qui peuvent payer payent, contribuant ainsi à alimenter le système de santé cubain mais aussi les missions internationales en faveur de pays qui, eux, sont dans l'incapacité de payer.

### Blocus extraterritorial criminel

Plutôt que de se focaliser sur ces questions somme toute assez mesquines, les médias occidentaux feraient mieux de dénoncer l'extraterritorialité du blocus contre Cuba, largement renforcé par le gouvernement Trump. Huit organisations ont récemment dénoncé que des entreprises suisses qui commerciaient jusqu'alors avec Cuba avaient refusé de vendre à l'île des respirateurs artificiels. Elles déploient également que des banques suisses aient refusé des transferts de deniers clients à l'échelle locale, simplement à cause de la mention du nom Cuba dans la transaction. Ces dons devaient servir à soutenir le projet d'urgence de récolte de fonds #CubavCovid19, pour livrer des réactifs de test et équipements de protection. La souveraineté helvétique semble donc une fois de plus bien mise à mal face à la dépendance de notre économie nationale au dollar US et, par conséquent, aux instructions de Washington. La Suisse, officiellement opposée à l'embargo, doit cesser d'être complice dans les faits de cette politique criminelle contre Cuba et son peuple.

### Robinet touristique fermé

À l'interne, la pandémie semble sous contrôle. Il faut dire que l'État cubain consacre 28% de son budget à un système de soin universel, gratuit et largement distribué grâce à la présence dans chaque quartier d'un cabinet communautaire. On compte ainsi 82 médecins pour 10 000 habitantEs (contre 43 en Suisse, 32 en France, 26 aux USA). Avec des mesures volontaristes contre le Covid-19 et la fermeture des frontières, le pays affiche des chiffres encourageants (1766 cas, 77 morts), même si l'approvisionnement est (re)devenu compliqué, surtout en ville. Dans un pays qui importe 80% de sa consommation et dont l'une des sources principales de revenus est le tourisme, il y a comme un relent de «période spéciale» (crise économique dans les années 1990 suite à la chute de l'URSS).

Mais justement, Cuba possède une expérience de résistance hors du commun face au «collapse» ou «faill historique total» que représente le Covid-19. Le gouvernement a décidé de donner un coup d'accélérateur à la production alimentaire nationale, de manière autonome pour chaque province étant donné que les transports interprovinciaux sont suspendus. Si ces consignes de diminuer les importations et d'aller vers davantage de décentralisation ne sont pas neuves, elles deviennent vitales à l'aune du soudain verrouillage du robinet touristique.

Laura Hunter

1-Article paru dans le n° 368 du bimensuel suisse *solidarité*.

## ITALIE Phase 2, premières mobilisations

*Alors que les restaurants, bars et pizzerias rouvrent, alors que la Confindustria<sup>1</sup> et les dirigeants de la FCA (ex Fiat) réclament, encore plus cyniquement que d'habitude et malgré la dureté des temps, le droit d'avoir des profits qui se comptent en milliards et des cadeaux fiscaux, un vent nouveau – même s'il est léger – semble souffler du côté des travailleurEs.*



**D**e cette crise sanitaire et économique globale, on a souvent dit qu'elle avait mis en évidence tous les problèmes structurels que les sociétés du capitalisme avancé rencontraient déjà ces dernières années : restructuration drastique des secteurs publics, avec de fortes baisses de ressources (lits, emplois, qualité des soins...), précarisation accrue des conditions de travail et aussi celle des droits, durcissement des lois sur la sécurité et l'immigration. C'est justement sur ces thèmes – et en ces premiers jours de «réouverture» du pays – que la volonté de lutte de quelques-uns des secteurs les plus touchés, même symboliquement par la crise provoquée par le coronavirus, semble s'être réveillée.

**Mobilisations des travailleurEs agricoles**

Le premier de ces secteurs, le plus clandestin et le plus désespéré, c'est celui de la main-d'œuvre agricole du Sud, où des milliers d'hommes et de femmes extra-communautaires travaillent dans des conditions inhéritaires, sous-payés et risquant en permanence d'être expulsés d'Italie, et eux, la situation deviendrait très problématique. Le gouvernement, pour résoudre le problème, a promulgué un décret qui ne résout en réalité rien, et les travailleurEs agricoles se sont mis en grève le 21 mai revendiquant, entre autres, la régularisation définitive de leur présence en Italie et des salaires dignes de ce nom. A Foggia (des centres agricoles les plus importants du Sud), ils se sont mobilisés contre la régularisation

familles et les élèves se sont mis en mouvement, appellés par la plateforme «Priorité à l'école». Une journée qui, bien qu'elle ait été réduite par les journaux à une mobilisation pour rouvrir les écoles «en toute sécurité» en septembre et contre l'enseignement à distance, était en réalité un moment où les rev

## CE QUE LA PANDÉMIE A RÉVÉLÉ DU SYSTÈME DE SANTÉ

*Les trois mois que nous venons de traverser ont été un révélateur exceptionnel de l'état du système de santé aux yeux de l'ensemble de la société. Ils en ont montré les forces et les faiblesses.*

**L**'hôpital public, déjà en situation critique avant l'épidémie, a réussi à accueillir, dans l'urgence, une grande partie des patientEs. Il a néanmoins été débordé dans certaines régions où, parfois, des choix éthiques déchirants (qui soigner?) se sont posés. Ses professionnelEs, ses équipes ont réussi à faire face et à éviter que l'épidémie ne devienne plus dévastatrice. Faute de moyens, ils et elles n'y sont toutefois parvenus qu'au prix de risques considérables et d'un travail épuisant avec des conséquences durables pour leur santé.

L'absence de politique de santé publique permettant d'anticiper l'épidémie (révélée par l'absence de masques), les conséquences dramatiques de politiques d'austérité, de privatisation et de marchandisation de la santé menées depuis un quart de siècle sont devenues visibles pour touTEs. La question du droit à la santé et de soins accessibles à touTEs est l'une des grandes préoccupation pour construire le «monde d'après».

**Austérité et hôpital-entreprise**  
L'exemple est emblematique. Le 25 mars, à Mulhouse, Macron prononce un discours célébrant les soignantEs et annonçant un «investissement massif» pour l'hôpital, devant un hôpital de campagne monté à la hâte. Les hôpitaux de Mulhouse subissent alors le pic de la pandémie, les urgences sont sous pression, des patientEs doivent être évacués vers d'autres régions ou pays voisins. Mais la crise vient de loin. Revenons quelques semaines en arrière, dans la même agglomération. Le virus ne circulait pas encore. Pourtant, à Mulhouse, le «groupement hospitalier régional» devait temporairement fermer l'un de ses services des urgences à Saint-Morand d'Altkirch faute de médecins. Sur le site de Mulhouse, il ne restait plus que sept médecins aux urgences, sur un effectif théorique de 34, et les 17

internes affectés au service étaient en arrêt de travail pour épuisement professionnel.

Dans la même région, le 3 avril, en pleine crise, alors que les services saturés du CHU de Nancy combattaient l'épidémie dans des conditions très difficiles, le directeur de l'Agence régionale de santé ne voit «pas de raison de remettre en cause» le plan de restructuration (COPERO) qui prévoit 598 suppressions de postes et 174 fermetures de lits prévues d'ici 2025. Il sera muté, pour avoir parlé trop fort au mauvais moment, mais à Nancy comme ailleurs le COPERO n'est que suspendu. Manque de personnel, fermeture de 100 000 lits en 20 ans, de services d'urgences, de maternité, de chirurgie de proximité, regroupement dans d'énormes usines à soins déshumanisés mais plus «rentables»: les effets des politiques d'austérité, de régression des budgets hospitaliers, n'ont pas attendu l'épidémie pour se manifester. Tout au long de l'année 2019 les services d'urgences ont été en grève et les mobilisations hospitalières se sont succédé pour exiger, sans succès, un recrutement massif de personnel, l'augmentation en conséquence des budgets hospitaliers, la revalorisation des salaires (300 euros pour touTEs) qui puisse rendre attractif le travail difficile à l'hôpital. Les «plans» successifs de Macron/Buzyn n'ont en rien répondu à ces attentes.

### Effets calamiteux

Les effets pervers de la gestion de l'hôpital public sur le mode de l'entreprise, dont la «tarification à l'activité» est l'un des principaux outils, ont été mis en relief par la pandémie.

Les leçons de l'épidémie exigent un renforcement des moyens du service public de santé, qui ne doit pas se limiter à l'hôpital, à l'opposé de la poursuite et de l'accélération de ce qui n'a pas fonctionné depuis 25 ans et que veulent poursuivre Macron/Véran avec le «Sécur de la santé».

*Jean-Claude Delavigne*

### UNE MÉDAILLE

POUR LES SOIGNANTS



## LES RÉPONSES DU GOUVERNEMENT: BARATIN ET CONTRE-RÉFORMES

*Lors de sa récente visite à l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière à Paris, Macron, vigoureusement interpellé par des hospitalierEs, a fait ce qu'il sait le mieux pratiquer, le bla-bla-bla pour vanter «les piliers» de son plan pour l'hôpital.*

**L**e gouvernement a ainsi annoncé «la revalorisation des carrières et le développement des compétences et des parcours professionnels; un plan d'investissement et la réforme du financement; un système plus souple, plus simple, plus en proximité, en revalorisant le collectif, le sens de l'équipe et l'initiative des professionnels et une organisation du système de santé fondée sur le territoire et intégrant hôpital, médecine de ville et médico-social».

**La poursuite de la même politique... en pire!**  
Les objectifs du gouvernement avaient été annoncés sans ambiguïté le 20 mai à l'issue du conseil des ministres. Véran a évoqué la loi «Ma santé 2022» adoptée au Parlement en juillet 2019: «Nous avons fait le bon diagnostic mais pris les bonnes orientations, mais nous n'avons pas été assez vite ni assez fort.» Il a annoncé «des mesures d'ampleur et dans une certaine mesure radicales. Cela passera par une hausse des salaires à l'hôpital, par une remise en question de certains carrières qui empêchent ceux qui le souhaitent de travailler davantage, parfois différemment. Cela passera encore par une meilleure valorisation du travail en équipe et donc également des compétences acquises, [...] le système de santé français [n'étant] pas assez performant».

Un rapport de forces à construire  
Le gouvernement reste volontairement très flou sur les réponses aux revendications des syndicats

et des collectifs, rien de concret n'est annoncé pour faire face à l'insuffisance chronique du financement et à la pénurie de professionnels, alors que des dizaines de milliers d'embauches pérennes suivies de formations sont indispensables pour ouvrir les milliers de lits dont l'hôpital manque en permanence et plus dramatiquement dans les périodes de crise (épidémie de grippe, pandémie Covid-19...).

Le gouvernement n'a renoncé

à aucune des attaques contre les acquis sociaux. Alors que le personnel des hôpitaux et

EHPAD souffre de conditions de travail très difficiles, il fait peser des menaces sur la durée de travail. «N'est-ce pas incohérent de maintenir les 35 heures alors que certains, pour gagner plus, travaillent en dehors en toute légalité?» a déclaré Véran alors qu'il accompagnait Macron à la Pitié-Salpêtrière, affirmant par ailleurs qu'il s'agissait «d'assouplir» la loi sur la réduction du temps de travail.

Il envisage une «augmentation des rémunérations», sans plus de précisions. À quel niveau? Pour quand? Pour l'ensemble du personnel ou certaines catégories? Collectives ou au mérite? Comme le dit le proverbe: «Quand c'est flou c'est qu'il y a un loup»!

Les 300 euros revendiqués par les personnels des hôpitaux et EHPAD, l'embauche à la hauteur des besoins, les moyens humains et matériels nécessaires pour bien soigner les patientEs, la sauvegarde de l'hôpital public devront être arrachés par la mobilisation massive de tous ceux et celles qui veulent que la santé ne soit pas une marchandise mais un droit pour tous et toutes.

*S. Bernard*

## LA «CONCERTATION» PORTERA AUSSI SUR «UNE 5<sup>e</sup> BRANCHE DE LA SÉCURITÉ SOCIALE»

**L**e 20 mai, le gouvernement a envoyé aux «partenaires sociaux» un projet de loi relatif à la dette sociale. Il a découvert et précisé dans le texte que «la crise sanitaire a mis particulièrement en lumière les limites de notre système de prise en charge des personnes âgées». Une cinquième branche s'ajoutera aux branches retraite, maladie, accident de travail et famille. Elle sera financée en partie par la Contribution pour le remboursement de la dette sociale (CRDS), les 0,5% prélevés depuis 1996 sur les salaires et les revenus de remplacement (chômage, retraite...) sans part patronale. La Caisse d'amortissement de la dette sociale (Cades) utilise son argent pour garantir des emprunts sur les marchés internationaux de capitaux. Selon le journal *les Echos*, le gouvernement veut transférer le déficit actuel de la Sécu à la Cades, soit 31 milliards accumulés fin 2019, auxquels s'ajouteraient «au moins 92 milliards pour 2020, 2021, 2022», ainsi que les 10 milliards de dette des hôpitaux, tandis que, selon la Cour des comptes, la part patronale des niches sociales (exonérations, réductions des cotisations sociales et abattements d'assiettes) atteint 52 milliards en 2019.

Le contenu de la loi sur la perte d'autonomie n'est pas dévoilé au moment où cet article est rédigé. C'est un projet qui a été constamment reporté. Pour Sarkozy, la 5<sup>e</sup> branche de la Sécu était «un risque assurable», en partie couvert par des produits financiers, et ce n'était donc qu'un slogan. La promesse de Hollande s'est transformée en «loi sur l'adaptation de la société au vieillissement», quelques mesures et la création d'une contribution additionnelle de solidarité pour l'autonomie, un prélèvement de 0,3% sur les pensions de retraite et d'invalidité. Agnès Buzyn envisageait d'instaurer une 2<sup>e</sup> journée travaillée non payée, prenant exemple sur le lundi de Pentecôte. Et l'on se rappelle que pour Macron les aides sociales coûtent «un pognon de dingue»...

des personnels hospitaliers et des mouvements de soutien du 20<sup>e</sup> arrondissement composés de l'interpro du 20<sup>e</sup> qui était active pendant le mouvement des retraites (profs, RATP, SNCF, poste et autres), le collectif IVG du 20<sup>e</sup>, des Gilets jaunes et des soutiens d'organisations politiques du NPA et La France insoumise. Ce rassemblement très joyeux, au son de «On est là», a permis d'exprimer les revendications des personnels hospitaliers à savoir l'embauche des personnels, augmentation du nombre de lits à hauteur des besoins et augmentation des salaires de touTEs les hospitaliers.

Il va de la responsabilité de tous pour que les beaux discours du président aboutissent à un changement.

Au CH de Morlaix et au CHU de Brest, les syndicats CGT ont accepté de répondre à cette invitation mais à condition d'organiser des rassemblements locaux. Au CH de Quimper, des banderoles fleurissent sur les grilles d'entrée pour exiger une revalorisation des salaires pour toutes et tous, l'augmentation des effectifs et contre la fermeture des services.

**Clermont-Ferrand**  
Pour faire suite à la pétition lancée par l'intersyndicale CGT, FO, SUD du CHU qui réclame des moyens pour soigner, un rassemblement a été organisé du 20<sup>e</sup> repas et gâteaux faits par des particuliers, confection de masques en tissu, visières par imprimate 3D, mise à disposition d'appartements pour les soignantEs, croissants distribués par les boulangeries avoisinantes...

Une vraie solidarité s'est créée, qu'il faut garder pour les différentes luttes à mener ensemble.

**Finistère**  
Fortes d'une première conférence de presse organisée par Sud Santé Sociaux du Finistère, qui appelaient les autres organisations syndicales, collectifs de défense des hôpitaux et maternités et usagerEs à participer à la mobilisation du 20<sup>e</sup> au niveau du département, les sections sont retournées dans leurs hôpitaux car pour elles et

deux autres rassemblements ont eu lieu, à l'appel du collectif «Bas les masques» et à l'initiative de Gilets jaunes pour soutenir les soignantEs, croissants distribués par les boulangeries avoisinantes.

**CorrespondantEs**

**Un plan massif de formation et de recrutement** permettra de recruter 120 000 emplois pour les hôpitaux, et d'un poste par résident dans les EHPAD, financement de manière durable par l'arrêt des exonérations de la part patronale des cotisations sociales, réductions et abattements d'assiettes;

**La gratuité totale des soins** avance des frais doit être prise en charge uniquement par la Sécurité sociale;

**La réquisition des logements**, hôpitaux, permettant à la fois un hébergement digne et sûr des populations en danger (migrantEs, SDF, précaries...), l'accès à la nourriture, à l'eau potable, à la santé de toutes celles et ceux qui en ont besoin;

**L'expropriation de l'industrie pharmaceutique;** des moyens à la hauteur des besoins estimés par les chercheurs pour la recherche médicale qui doit porter sur les mesures de prévention des épidémies. L'écologie de la santé, qui étudie le rôle des facteurs environnementaux et la transmission de certaines pathologies doit être développée;

**L'augmentation générale et pérenne des salaires** de tous les personnels des hôpitaux et EHPAD de 300 euros;

**L'annulation de la dette des hôpitaux;** la nationalisation des cliniques et hôpitaux privés et le maintien de l'emploi de leur personnel;

**La sortie du confinement ne doit pas dépendre de critères économiques** mais scientifiques,

et les modalités doivent être décidées avec la population;

**Les protections (masques, tenues...), les tests, médicaments et traitements doivent être gratuits** et mis à la disposition de tous et toutes;

La lutte pour la défense du droit à la santé et des revendications ne concerne pas que le personnel hospitalier, elle doit être portée par l'ensemble de celles et ceux qui se sont mobilisés chaque soir pour les soutenir, ainsi que par les syndicats, associations, forces politiques, groupes de Gilets jaunes...

Pour se documenter sur la santé, le social, la protection sociale, consulter le site: <http://sante-secu-social.npa2009.org/>

## UN VENT DE MOBILISATION DANS LES HÔPITAUX

*Un aperçu (non exhaustif) des mobilisations en cours.*

### Saint-Denis

Mercredi 20 mai 2020, des infirmierEs, des aides-soignantEs, des agentEs de service hospitalier, des rééducateurEs, des technicienEs... de tous les services de gériatrie et de médecine physique et de réadaptation de l'hôpital Casanova, un des deux sites du Centre hospitalier de Saint-Denis, ont ouvert les grilles, closes depuis le début de l'épidémie, pour faire du bruit et brandir leurs revendications dans la rue.

Des habitantEs et des coups de klaxon de soutien ont accompagné leurs slogans. Ce qui a été discuté en assemblée générale, c'est de participer à des mobilisations coordonnées comme les «jeudis de la colère» initiés à Robert-Debré. Il semblerait que l'idée ait un écho chez de nombreux collègues de différents hôpitaux. Sur l'autre site du CH de Saint-Denis, Delafontaine, l'AG a eu lieu lundi 25 mai et, déjà, les collègues de Casanova sont prêts à ressortir jeudi prochain, heureux de s'être retrouvés touTEs ensemble et d'avoir fait entendre leur voix!

### Robert-Debré (Sevran)

L'hôpital gériatrique René-Muret à Sevran est en alerte depuis presque deux ans. L'ARS et l'AP-HP avaient décidé de supprimer la totalité des lits de soins de longue durée, soit 179 lits.

Après une lutte acharnée soutenue par des élus, la suppression a été réduite à 50% des lits. Les hospitalierEs de René-Muret se rassemblent, une fois par semaine, pour une casserolade et revendiquer l'augmentation des salaires, l'arrêt des fermetures de lits, l'augmentation des effectifs ainsi que l'augmentation du budget de fonctionnement de l'hôpital public.

À ce jour, la vigilance de l'intersyndicale Sud et CGT et du comité

pour sortir dans la rue le 1<sup>er</sup> Mai. Nous étions une vingtaine à aller à la rencontre des confinéEs qui, de leur fenêtre, de leur balcon ont participé à cette première casserolade.

Encouragés par cette audace, les militantes du collectif, syndiquéEs et non syndiquéEs, représentatives de touTEs les hôpitaux privés, ont décidé de lancer #JeudiColère. En lien avec les réseaux militants des communes limitrophes, la mobilisation s' amplifie tant au sein de l'hôpital qu'aux alentours. Les collectifs nés lors de la lutte contre la réforme des retraites sont aussi de la partie. Du 7 au 14 mai, 800 manifestantEs applaudissent les prises de parole du Printemps de la psychiatrie, des porte-parole venuTEs de Tenon, de la Pitié, de Delafontaine...

### La Pitié-Salpêtrière (Paris)

La semaine dernière, on a eu droit à la visite de Macron, venu faire son show et son pseudo mea culpa. Aux collègues qui l'ont interpellé, il a promis des augmentations de salaire et des embauches. Il a juré avoir pris la mesure de la situation. Des collègues ont quand même réussi à le coincer sur la question des masques et des salaires. Il est vrai que les réorganisations incessantes pendant la période Covid, les conditions de travail ont continué d'échauffer des collègues déjà bien énervés après un an de mobilisation sur l'hôpital. Si certainEs collègues gardent espoir que le gouvernement ait entendu la demande des hospitaliers, la plupart ont bien conscience que les annonces risquent de rester lettre mortes sans mobilisation.

### Hôpital Tenon (Paris)

Mercredi 20 mai avait lieu un rassemblement devant l'hôpital Tenon à Paris dans le 20<sup>e</sup>. Environ 300 personnes étaient présentes: à ce jour, la vigilance de l'intersyndicale Sud et CGT et du comité

et le collectif, au niveau du département, sont retournées dans leurs hôpitaux car pour elles et

deux autres rassemblements ont eu lieu, à l'appel du collectif «Bas les masques» et à l'initiative de Gilets jaunes pour soutenir les soignantEs, croissants distribués par les boulangeries avoisinantes...

**PLUS DE FRIC POUR L'HÔPITAL PUBLIC!**

*J'AVAI COMPRISE «PLUS DE FRIC»!  
POLICE  
EN GREVE!*

### Les propositions du NPA

### IMPOSONS DÈS MAINTENANT DES MESURES D'URGENCE POUR LA SANTÉ

### Les propositions du NPA

### Les propositions

## AIDE AUX MIGRANT-E-S

### Cédric Herrou relaxé, le combat continue !

Cédric Herrou, figure de l'aide aux migrantEs dans la vallée de la Roya, a été relaxé mercredi 13 mai par la cour d'appel de Lyon.

Il a été « renvoyé de toute poursuite » à son encontre, suivant le principe de fraternité consacré par le Conseil constitutionnel : « Une aide désintéressée aux migrants, qu'elle soit individuelle ou militante et organisée, ne doit pas être poursuivie ».

#### « Une lumière crue sur un acharnement absurde »

La cour l'a également dispensé de peine pour les faits d'installation en réunion sur le terrain d'autrui, en l'espèce une colonie désaffectée de la SNCF, qui ne faisaient pas l'objet du pourvoi. Dans le communiqué dont nous publions des extraits ci-dessous, le collectif SOMICO 06 se félicite de cette décision mais reste vigilant quant au traitement judiciaire des militantEs qui doivent comparaître prochainement. « *Que de temps perdu, de forces gaspillées, d'humiliations vaines...* »

Cédric Herrou est le premier à voir enfin reconnue par une cour d'appel la qualité authentiquement et exclusivement fraternelle de son soutien envers ces étrangerEs désespérés.

Il lui aura fallu des années de procédures (première garde à vue en août 2016, sans suite car l'immunité humanitaire avait été reconnue, puis le premier procès du 10 février 2017 à Nice...), au total onze gardes à vue, les menottes au poignet en gare de Cannes, des perquisitions, des confiscations de ses outils de travail pendant des mois, des condamnations... aujourd'hui heureusement effacées. Mais d'autres encore sont en attente d'un jugement qui reconnaîtra enfin leur qualité humaine et généreuse : une militante d'Amnesty International, de simples citoyenEs, etc. TouTEs vont devoir prochainement affronter leurs juges, et nous appelons en ce jour heureux à toujours plus de solidarité avec eux et avec elles.

L'arrêt de la cour d'appel de Lyon qui annule tous les chefs d'accusation produits contre Cédric Herrou consacre le principe de fraternité, comme l'avait fait auparavant le Conseil constitutionnel. Il jette une lumière crue sur l'acharnement absurde dont certainEs militantEs humanitaires font toujours l'objet de la part de l'appareil d'État... et le gâchis des financements déployés pour cette répression, alors que tant de besoins sont en attente.

L'urgence doit être maintenue pour ce dernier de mettre fin aux multiples atteintes au droit envers les personnes migrantes qui ont lieu sous son autorité, en particulier à la frontière. »

Correspondant

## ARGENTEUIL

### Vérité et justice pour Sabri

Dimanche 17 mai, Sabri, jeune de 18 ans habitant Argenteuil (Val-d'Oise) est décédé à l'hôpital après avoir heurté dans la nuit un poteau avec sa moto.

La présence sur place d'un véhicule de la BAC interroge sur la responsabilité de ces policiers dans l'accident qui a conduit à sa mort.

Des témoignages contredisent la version policière qui prétend n'avoir joué aucun rôle dans ce drame. La famille a déposé plainte.

#### Colère et sentiment d'injustice

Cet événement fait suite à de nombreux cas de violences policières dans les quartiers populaires partout en France, dans un contexte d'augmentation des inégalités, aggravée par la pandémie de Covid-19, particulièrement invivable

## ENTREPRISES

# Tout licenciement est de la responsabilité du patronat

Une vague énorme de suppressions d'emplois et de licenciements est devant nous. Cette vague a commencé à frapper les USA où, en quelques semaines le taux de chômage est grimpé à 20%. Certes le chômage a commencé à augmenter en France, mais il est encore camouflé par le chômage partiel dont le gouvernement annonce la limitation.

Le patronat va se sentir autorisé à licencier, d'autant que les milliards d'aides publiques qui sont déversées ne sont pas assortis de conditions pour le maintien de l'emploi. Parfois, les difficultés économiques auront bon dos : certains groupes vont se lancer dans une espèce de meccano pour se restructurer et élaguer des établissements.

#### Des suppressions d'emplois sous des formes diverses

Les licenciements dits économiques (notamment au regard des PSE – les plans dits sociaux – et autres catégories juridiques) ne constituent qu'une minorité des suppressions d'emplois. Celles-ci vont aussi prendre la forme de fins de CDD et de compressions des effectifs d'intérim. Il y aura aussi des ruptures conventionnelles. Les formes des suppressions d'emplois peuvent rendre plus ou moins faciles les mobilisations. De plus, malgré les remises en cause des lois travail, il subsiste un écart important entre grandes entreprises et petites. Une bonne partie des suppressions d'emploi auront lieu dans des entreprises où il n'y a pas de syndicats, qui ne sont pas obligés de faire des plans sociaux et, qui, dans le contexte de crise, pourront connaître des difficultés réelles. Nombre de ces entreprises (dans l'industrie, le bâtiment, les services informatiques, le nettoyage...) sont dépendantes des grands donneurs d'ordres. C'est dans ces conditions difficiles que, dans les entreprises, vont s'engager des luttes pour le maintien des emplois. Le mot d'ordre d'interdiction des licenciements correspond à cette situation où patronat et gouvernement vont



faire des salariéEs les variables d'ajustement de la crise.

#### La nécessité d'une réponse d'ensemble

Les dégâts sociaux engendrés par les licenciements et suppressions d'emploi appellent de la part du mouvement ouvrier, politique, syndical, associatif, la formulation d'une réponse d'ensemble qui soit à même de prendre en compte la totalité des cas, y compris les licenciements individuels ou les syndicats qui dépendent de l'entreprise, y compris les CDD, intérimaires, salariés de la sous-traitance ou prestataires. Première idée : il n'y a aucune raison que les salariéEs pâtissent de choix de gestion dont ils et elles ne sont nullement responsables. Après tout, ce sont les employeurs qui dirigent les entreprises, et c'est le système

de profit et de concurrence qui conduit aux restructurations et aux destructions d'emplois. Seconde idée : si la question ne peut être traitée au niveau de l'entreprise, il faut néanmoins que ce ne soit pas les salariéEs qui subissent les conséquences. Tout engagement de procédure de licenciement, toute suppression d'emploi doit s'accompagner de l'ouverture des « livres de comptes », de la comptabilité, aux représentantEs des salariéEs ou aux organes d'auto-organisation dont ils seront dotés. Première idée : il n'y a aucune raison que les salariéEs pâtissent de choix de gestion dont ils et elles ne sont nullement responsables. Après tout, ce sont les employeurs qui dirigent les entreprises, et c'est de se

Henri Willo et Robert Pelletier

centaine de gilets jaunes ont bravé l'interdiction pour se rassembler sur la Comédie entourés par un très important dispositif policier. Bilan : 25 verbalisations et sept personnes interpellées. Le lendemain, dimanche,

c'est la Ligue du Midi qui avait prévu de rendre hommage à Jeanne d'Arc devant sa statue. Rassemblement d'extrême droite au cours duquel la journaliste de l'AFP Ysis Percq (également chroniqueuse éco sur France

1-<https://www.francebleu.fr/infos/politique/manifestations-a-montpellier-la-police-plus-souple-avec-la-ligue-du-midi-qui-avec-les-gilets-jaunes-1589834606>

Correspondant NPA34

2-<https://www.francebleu.fr/infos/politique/manifestations-a-montpellier-la-police-plus-souple-avec-la-ligue-du-midi-qui-avec-les-gilets-jaunes-1589834606>

3-<https://www.francebleu.fr/infos/politique/manifestations-a-montpellier-la-police-plus-souple-avec-la-ligue-du-midi-qui-avec-les-gilets-jaunes-1589834606>

4-<https://www.francebleu.fr/infos/politique/manifestations-a-montpellier-la-police-plus-souple-avec-la-ligue-du-midi-qui-avec-les-gilets-jaunes-1589834606>

5-<https://www.francebleu.fr/infos/politique/manifestations-a-montpellier-la-police-plus-souple-avec-la-ligue-du-midi-qui-avec-les-gilets-jaunes-1589834606>

6-<https://www.francebleu.fr/infos/politique/manifestations-a-montpellier-la-police-plus-souple-avec-la-ligue-du-midi-qui-avec-les-gilets-jaunes-1589834606>

7-<https://www.francebleu.fr/infos/politique/manifestations-a-montpellier-la-police-plus-souple-avec-la-ligue-du-midi-qui-avec-les-gilets-jaunes-1589834606>

8-<https://www.francebleu.fr/infos/politique/manifestations-a-montpellier-la-police-plus-souple-avec-la-ligue-du-midi-qui-avec-les-gilets-jaunes-1589834606>

9-<https://www.francebleu.fr/infos/politique/manifestations-a-montpellier-la-police-plus-souple-avec-la-ligue-du-midi-qui-avec-les-gilets-jaunes-1589834606>

10-<https://www.francebleu.fr/infos/politique/manifestations-a-montpellier-la-police-plus-souple-avec-la-ligue-du-midi-qui-avec-les-gilets-jaunes-1589834606>

11-<https://www.francebleu.fr/infos/politique/manifestations-a-montpellier-la-police-plus-souple-avec-la-ligue-du-midi-qui-avec-les-gilets-jaunes-1589834606>

12-<https://www.francebleu.fr/infos/politique/manifestations-a-montpellier-la-police-plus-souple-avec-la-ligue-du-midi-qui-avec-les-gilets-jaunes-1589834606>

13-<https://www.francebleu.fr/infos/politique/manifestations-a-montpellier-la-police-plus-souple-avec-la-ligue-du-midi-qui-avec-les-gilets-jaunes-1589834606>

14-<https://www.francebleu.fr/infos/politique/manifestations-a-montpellier-la-police-plus-souple-avec-la-ligue-du-midi-qui-avec-les-gilets-jaunes-1589834606>

15-<https://www.francebleu.fr/infos/politique/manifestations-a-montpellier-la-police-plus-souple-avec-la-ligue-du-midi-qui-avec-les-gilets-jaunes-1589834606>

16-<https://www.francebleu.fr/infos/politique/manifestations-a-montpellier-la-police-plus-souple-avec-la-ligue-du-midi-qui-avec-les-gilets-jaunes-1589834606>

17-<https://www.francebleu.fr/infos/politique/manifestations-a-montpellier-la-police-plus-souple-avec-la-ligue-du-midi-qui-avec-les-gilets-jaunes-1589834606>

18-<https://www.francebleu.fr/infos/politique/manifestations-a-montpellier-la-police-plus-souple-avec-la-ligue-du-midi-qui-avec-les-gilets-jaunes-1589834606>

19-<https://www.francebleu.fr/infos/politique/manifestations-a-montpellier-la-police-plus-souple-avec-la-ligue-du-midi-qui-avec-les-gilets-jaunes-1589834606>

20-<https://www.francebleu.fr/infos/politique/manifestations-a-montpellier-la-police-plus-souple-avec-la-ligue-du-midi-qui-avec-les-gilets-jaunes-1589834606>

21-<https://www.francebleu.fr/infos/politique/manifestations-a-montpellier-la-police-plus-souple-avec-la-ligue-du-midi-qui-avec-les-gilets-jaunes-1589834606>

22-<https://www.francebleu.fr/infos/politique/manifestations-a-montpellier-la-police-plus-souple-avec-la-ligue-du-midi-qui-avec-les-gilets-jaunes-1589834606>

23-<https://www.francebleu.fr/infos/politique/manifestations-a-montpellier-la-police-plus-souple-avec-la-ligue-du-midi-qui-avec-les-gilets-jaunes-1589834606>

24-<https://www.francebleu.fr/infos/politique/manifestations-a-montpellier-la-police-plus-souple-avec-la-ligue-du-midi-qui-avec-les-gilets-jaunes-1589834606>

25-<https://www.francebleu.fr/infos/politique/manifestations-a-montpellier-la-police-plus-souple-avec-la-ligue-du-midi-qui-avec-les-gilets-jaunes-1589834606>

26-<https://www.francebleu.fr/infos/politique/manifestations-a-montpellier-la-police-plus-souple-avec-la-ligue-du-midi-qui-avec-les-gilets-jaunes-1589834606>

27-<https://www.francebleu.fr/infos/politique/manifestations-a-montpellier-la-police-plus-souple-avec-la-ligue-du-midi-qui-avec-les-gilets-jaunes-1589834606>

28-<https://www.francebleu.fr/infos/politique/manifestations-a-montpellier-la-police-plus-souple-avec-la-ligue-du-midi-qui-avec-les-gilets-jaunes-1589834606>

29-<https://www.francebleu.fr/infos/politique/manifestations-a-montpellier-la-police-plus-souple-avec-la-ligue-du-midi-qui-avec-les-gilets-jaunes-1589834606>

30-<a href="https://www.francebleu.fr/infos/politique/manifestations-a-montpellier-la-police-plus-souple-avec-la-ligue-du-midi-qui-avec-les-gilets-jaunes-1589

**Les Nôtres****Hommage à notre camarade Émile**

Notre camarade Émile est décédé le 16 mai. Ses camarades de Pantin et Bobigny tenaient à lui rendre hommage.

Émile, après un long parcours militaire, entre et milita au PCF dans les années 1980-1990 sur sa ville de Bobigny. Durant cette période, il rentre au comité de section où il fera des interventions, toujours pertinentes, en lien avec la lutte des classes. À la fin des années 1990, il participe à la construction du courant de la « gauche communiste » au sein du PCF. Il quittera le parti après cette période. Au plan professionnel, pendant cette période, Émile est devenu fonctionnaire territorial en travaillant dans les services informatiques des collectivités, Vitry dans le 94, Villetteuse et Les Lilas dans le 93.

Étant militant de la CGT, Émile a échangé avec beaucoup de militantes territoriales, y compris avec des membres de la LCR connus sur la ville de Bobigny. Au moment de son départ à la retraite au début des années 2000, Émile a été partie prenante de la construction du NPA suite à la démarche autour de l'appel de la LCR à construire un futur parti anticapitaliste large.

Étant un militant passionné, son engagement sur le projet de construction de ce futur parti a été fort : rapports avec les militantes, les premiers contacts, de simples futurs adhérents à ce projet, militantes syndicaux et associatifs, électeurs de gauche, etc. Émile a rassuré sur le sérieux de cette démarche !

De fait, il a joué un rôle de garant du projet, et cela a permis, avant la création officielle du NPA en 2009, de présenter une liste aux élections municipales de 2008, avec un résultat de 4,75%. Il sera désigné lors d'une législative candidat du NPA sur la circonscription de Drancy, Bobigny, Le Bourget et Dugny.

Partout où Émile a milité, souvent minoritaire mais reconnu comme un militant passionné par la défense de ses idées, sa cohérence en analyse des différentes situations et surtout des mesures ou campagnes à mettre en place dans ces périodes précises, il laissera un grand respect et une dignité du militantisme, nous rappelant qu'il faut à chaque étape de la vie « lutter pour vivre et vivre pour lutter ».

Un grand merci à ce grand compagnon de combat ! Dominique Berrou et toutes ses camarades du comité Pantin-Bobigny

**COMMANDÉZ TOUS VOS LIVRES À LA****librairie**

la-breche.com  
27 rue Taine 75012 Paris  
Tél. : 01 49 28 52 44 – Fax : 01 49 28 52 43

Horaires d'ouverture :  
Lundi : 14 h – 20 h, mardi au samedi : 12 h – 20 h

27 rue Taine 75012 Paris

Tél. : 01 49 28 52 44 – Fax : 01 49 28 52 43

Horaires d'ouverture :  
Lundi : 14 h – 20 h, mardi au samedi : 12 h – 20 h

ÉPISODE 8 (FINAL)

## Confinement mortel

# L'énigme est résolue



– Merci de vous être déplacés tous les sept. Je suis le capitaine Suliac et mon collègue est le lieutenant Berthier. Nous allons essayer de reconstituer les événements qui ont conduit à la mort de votre ami François Vémant.

Les trois filles et les quatre garçons s'étaient installés dans les fauteuils et canapés. Les deux flics se tenaient en face d'eux, debout. L'ordre impeccable de la grande pièce tranchait avec le désordre qui y régnait pendant le confinement.

– Le rapport d'autopsie a été retardé par les circonstances, mais nous devrions rapidement en disposer.

En attendant cet élément essentiel, nous avons essayé de cerner le mobile. Car il n'y a pas de crime sans mobile.

– Comment pouvez-vous être certain qu'il s'agit d'un crime ? dit Monique. Berthier eut un petit sourire satisfait.

– Bonne question. Nous ne sommes pas en mesure de l'affirmer à cent pour cent.

– Mais il faudrait m'expliquer comment un sportif de vingt-sept ans, en pleine forme, sans le moindre problème de santé, pourrait subitement passer de vie à trépas.

– Je ne voyais pas la raison d'en parler. Ça aurait créé un malaise.

– J'ai trouvé l'histoire déplaisante. De là à tuer François. Il vous faudra trouver autre chose.

– Dans ces circonstances, ça me semble pourtant un mobile très valable. Mais passons aux autres histoires.

– Quand Lucien a raconté son histoire d'escroc qui prétendait deviner l'origine des vins et leur meilleure qualité, vous, Claire Leroy, jalouse de sa relation avec votre amie Hélène Kalinsky.

– Mais c'est tout de même bizarre que nous n'ayons pas retrouvé cette pharmacie, non ?

– La veille du déconfinement, je suis montée lui apporter son repas. Il dormait quand j'ai entré dans sa chambre. Quand j'ai vu tous ces médicaments, je me suis dit qu'il devait se faire plus de mal que de bien. J'ai tout mis dans un sac que j'ai balancé.

– S'il vous plaît, je vous rappelle que ce n'est pas François qui a été tenu à l'écart de la vie à ce petit jeu. Et il avait triché lui aussi.

– Mais je vous délivre ? D'abord, non, je n'ai pas vraiment triché. J'avais fait un tour dans la cave et je savais quels étaient les vins disponibles.

– Damien ne put retenir un ricanement. Suliac lui jeta un regard irrité qu'il soutint.

– Lucien leva la main.

– Vous pensez sérieusement qu'on pourrait tuer quelqu'un pour une histoire de chat ? Vous êtes sérieux ?

– Suliac mit les poings sur les hanches.

– Sauf que François a rigolé quand vous avez pris la mouche en prétendant que vous étiez visé par cette histoire. Vous voyez que je suis bien renseigné.

– Si vous voulez bien m'écouter en un peu avant de connaître le dénouement, voici comment les choses se sont passées à mon avis.

– Oui, François a rigolé à ce moment-là. Je ne sais pas qui vous rapporté ça. Il a en effet rigolé, mais il avait un coup et ce n'était pas forcément aux dépens de Paul. Et on ne tue pas quelqu'un parce qu'il a éclaté de rire.

– Suliac se rongeait et prit un ton professoral.

– Chère madame, je crois vous avoir déjà expliqué que la moindre amitié peut prendre une ampleur démesurée dans une telle situation. Le flic comprit sa déprime.

– Cela nous fait déjà deux personnes qui avaient un mobile pour expédier le professeur d'EPS ad patres. Mais ce ne sont pas les seules. Il y avait une autre catégorie de mobiles : la jalouse et le dépit. La victime a eu une aventure avec Hélène Kalinsky ici présente.

– Celle-ci devint écarlate.

– Ça vous fait prendre votre pied, Lucien s'agita dans son fauteuil.

– Votre dossier n'est pas jour, j'ai vécu deux ans avec sa cousine.

– Si c'est à moi que vous faites allusion, selon votre logique, c'est Hélène que j'aurais dû éliminer.

– Le dépit peut être aussi un mobile...

La sonnerie de son portable l'interrompit.

– Excusez-moi un instant.

Suliac alla se placer dans un angle de la pièce pour prendre la communication. Son adjoint le rejoignit. Ils chuchotèrent tous les deux, tandis que les sept anciens confinés se mettaient à bavarder et à échafauder des hypothèses.

Le policier revint vers eux. Son expression avait changé.

– Nous avons les premiers résultats de l'autopsie, annonça-t-il.

Le silence se fit immédiatement.

– François Vémant est mort d'une crise cardiaque. Vous saviez qu'il prenait des médicaments ?

Hélène Kalinsky se leva.

– Il s'était mis dans la tête qu'il avait choqué le virus, dit-elle. Juste pour des maux de gorge. C'était un garçon fragile sur le plan psychologique sous ses dehors de sportif costaud. Alors oui, il s'était équipé de toute une pharmacie avant de se confiner avec nous.

– Et vous ne nous en avez pas parlé ! reprocha le flic.

– François ne souhaitait pas que ça se sache. Et je ne voulais inquiéter personne, car à mon avis il n'avait qu'un tout petit mal de gorge. Sinon, ça serait déclaré bien avant.

Le plus jeune des deux flics, qui n'avait pas encore prononcé une parole, fut un pas en direction d'Hélène.

– Mais c'est tout de même bizarre que nous n'ayons pas retrouvé cette pharmacie, non ?

– La veille du déconfinement, je suis montée lui apporter son repas. Il dormait quand j'ai entré dans sa chambre. Quand j'ai vu tous ces médicaments, je me suis dit qu'il devait se faire plus de mal que de bien. J'ai tout mis dans un sac que j'ai balancé.

Suliac se tourna vers son collègue.

– La tournée des éboueurs, c'est quel jour ? Allons voir si ce sac est encore là. Venez avec nous, madame Kalinsky.

Ils s'élançèrent tous les trois. Quelques minutes s'écoulèrent. Quand ils réapparurent, Suliac brandissait un sac de plastique noir. Il en étala le contenu sur la table basse. Des tubes d'aspirine voisinaient avec une douzaine de boîtes de Doliprane et de Plaquenil. Suliac secoua la tête.

– L'automédication, dans son cas, c'était pas terrible. Le médecin légiste dit qu'il avait un truc au cœur qui n'avait jamais été repéré. Son estomac contenait des tonnes de ce truc.

Hélène haussa les épaules.

– Je lui avais dit, mais je ne savais pas qu'il en prenait tant. Et une crise cardiaque, franchement je n'y aurais pas pensé. Avant sa déprime, il avait l'air en pleine forme.

Elle soupira. Les jeunes gens échangèrent des regards consternés. Les deux flics ne semblaient plus très à l'aise dans leurs baskets.

– Votre belle construction tombe à l'eau, monsieur le détective général, lança Claire, perfidement. Et je suppose que nous ne saurons jamais à qui vous aviez l'intention de faire porter le chapeau.

Gérard Deltell

– Merci de nous avoir déplacés tous les sept. Je suis le capitaine Suliac et mon collègue est le lieutenant Berthier. Nous allons essayer de reconstituer les événements qui ont conduit à la mort de votre ami François Vémant.

– Le dépit peut être aussi un mobile...

La sonnerie de son portable l'interrompit.

– Excusez-moi un instant.

Suliac alla se placer dans un angle de la pièce pour prendre la communication. Son adjoint le rejoignit. Ils chuchotèrent tous les deux, tandis que les sept anciens confinés se mettaient à bavarder et à échafauder des hypothèses.

Le policier revint vers eux. Son expression avait changé.

– Nous avons les premiers résultats de l'autopsie, annonça-t-il.

Le silence se fit immédiatement.

– François Vémant est mort d'une crise cardiaque. Vous saviez qu'il prenait des médicaments ?

Hélène Kalinsky se leva.

– Il s'était mis dans la tête qu'il avait choqué le virus, dit-elle. Juste pour des maux de gorge. C'était un garçon fragile sur le plan psychologique sous ses dehors de sportif costaud. Alors oui, il s'était équipé de toute une pharmacie avant de se confiner avec nous.

– Et vous ne nous en avez pas parlé ! reprocha le flic.

– François ne souhaitait pas que ça se sache. Et je ne voulais inquiéter personne, car à mon avis il n'avait qu'un tout petit mal de gorge. Sinon, ça serait déclaré bien avant.

Le plus jeune des deux flics, qui n'avait pas encore prononcé une parole, fut un pas en direction d'Hélène.

– Mais c'est tout de même bizarre que nous n'ayons pas retrouvé cette pharmacie, non ?

Hélène haussa les épaules.

– Je lui avais dit, mais je ne savais pas qu'il en prenait tant. Et une crise cardiaque, franchement je n'y aurais pas pensé. Avant sa déprime, il avait l'air en pleine forme.

Elle soupira. Les jeunes gens échangèrent des regards consternés. Les deux flics ne semblaient plus très à l'aise dans leurs baskets.

– Votre belle construction tombe à l'eau, monsieur le détective général, lança Claire, perfidement. Et je suppose que nous ne saurons jamais à qui vous aviez l'intention de faire porter le chapeau.

Gérard Deltell

**Essai****Guide du Bordeaux colonial**

Écrit par Sortir du colonialisme Gironde, éditions Syllèpe, 252 pages, 10 euros, sortie en juin 2020.

**L'internationalisme**  
La discussion est venue aussi sur les rapports entre le mouvement ouvrier et les luttes anticoloniales. Car à l'opposé des précédentes, quelques rues évoquent, elles, des militants des courants de socialisme et communisme internationnaliste qui, dans la continuité des fondatrices du marxisme, a milité pour faire des luttes contre le colonialisme, le capitalisme et ses États, un seul et même combat de tous les travailleurs.

Les rues Paul-Lafargue et Jules-Guesde, par exemple, peuvent nous rappeler que le Parti ouvrier français avait adopté en 1895 une motion proclamant « que la politique coloniale est une des pires formes de l'exploitation capitaliste ».

– François Vémant est mort d'une crise cardiaque. Vous saviez qu'il prenait des médicaments ?

– Nous avons les premiers résultats de l'autopsie, annonça-t-il.

Le silence se fit immédiatement.

– François Vémant est mort d'une crise cardiaque. Vous saviez qu'il prenait des médicaments ?

– Nous avons les premiers résultats de l'autopsie, annonça-t-il.

Le silence se fit immédiatement.

– François Vémant est mort d'une crise cardiaque. Vous saviez qu'il prenait des médicaments ?

– Nous avons les premiers résultats de l'autopsie, annonça-t-il.

Le silence se fit immédiatement.

– François Vémant est mort d'une crise cardiaque. Vous saviez qu'il prenait des médicaments ?

– Nous avons les premiers résultats de l'autopsie, annonça-t-il.

Le silence se fit immédiatement.

– François Vémant est mort d'une crise cardiaque. Vous saviez qu'il prenait des médicaments ?

– Nous avons les premiers résultats de l'autopsie, annonça-t-il.

Le silence se fit immédiatement.

# Solidarité avec les migrantEs : de Paris à Rennes ou Bologne, le 30 mai aura bien lieu !

*Le coup de pression de la préfecture de police n'a pas marché. La Marche des solidarités n'annulera pas la manifestation prévue à Paris le 30 mai pour la régularisation des sans-papiers, la fermeture des centres de rétention et des logements décents pour touTEs.*

**M**ieux, sur la base de son appel, signé par plus de 190 collectifs et organisations, la liste s'allonge des villes qui se préparent à manifester le 30 mai : Lyon, Rennes, Rouen, Marseille, Grenoble, Valence, Limoges, Nantes, Poitiers, Le Havre, Nîmes et même Bologne en Italie ! Mieux, un processus de convergence des appels qui se sont multipliés sur les mêmes bases ces dernières semaines est en train de s'accélérer. C'est d'ailleurs peut-être ce qui a incité la préfecture à tenter, par mail, ce coup de pression le lundi 18 mai. Car la manifestation parisienne avait été déposée en préfecture 10 jours auparavant, au nom de toutes les organisations signataires, par la Coordination parisienne des sans-papiers. Sans réponse. C'est à une relance faite par le syndicat Solidaires que la préfecture a réagi. Sans daigner s'adresser au collectif de sans-papiers.

## Une drôle d'invitation

Tout est instructif dans ce mail. La préfecture n'interdit pas la manifestation, elle « invite à [lui] confirmer l'annulation » après avoir indiqué que « votre événement ne pourra se tenir car vous ne pouvez garantir qu'il n'y aura pas plus de dix personnes présentes ». Certes...

Mais le clou de la missive envoyée, outre l'expression d'« invitation à confirmer l'annulation », est dans le dernier paragraphe, où la préfecture indique que le préfet n'utilisera pas sa possibilité inscrite dans le décret du 11 mai, de « maintenir la manifestation à titre dérogatoire ». Manière de dire qu'il le pourrait.

Dans le même temps nous avons appris que, sous la pression des milieux intégristes catholiques et de l'extrême droite, le Conseil d'État oblige le gouvernement à autoriser la réouverture des églises. Tous les arguments du Conseil d'État concernant la liberté de culte, dans des lieux fermés, devraient s'appliquer, a fortiori, à des événements concernant la liberté d'expression dans la rue. Et, alors que la préfecture utilise comme raison la situation sanitaire « dégradée » à Paris, c'est l'immense centre commercial de Beaugrenelle qui rouvre !

La Marche des Solidarités a publié une réponse à la préfecture, soulignant « la responsabilité directe des autorités que vous représentez dans cette situation. Au mépris de toutes les recommandations sanitaires et du Défenseur des droits, ces autorités refusent de fermer les centres de rétention administrative, d'ouvrir des lieux pour éviter la surpopulation dans les foyers, de réquisitionner des logements vides pour les mal-logéEs et les sans-abris et de régulariser les sans-papiers pour leur donner accès aux droits permettant de vivre dans des conditions sûres. »

## Alors ?

Ce qu'aurait aimé éviter le pouvoir, par l'intermédiaire du préfet, c'est



le coût d'une décision d'interdiction qui sera ouvertement politique et non sanitaire. Comment légitimer une interdiction de présence dans la rue de milliers de personnes quand dans le même temps on autorise

des rassemblements de milliers dans des lieux fermés ? Il y a d'ailleurs là une sorte de piège pour les autorités. Car insister sur l'aspect sanitaire est à double tranchant. En ce qui concerne le

droit de manifester comme en ce qui concerne les revendications même de la manifestation. En effet garantir le droit de manifester dans des conditions sûres pour la santé nécessiterait en fait de libérer le plus d'espace possible aux manifestantEs et d'alléger au maximum le dispositif policier ! On a encore eu cette semaine l'illustration tragique à Argenteuil du danger qu'il y a à croiser la police quand on est jeune, noir ou arabe. Et chaque intervention de la police sur un rassemblement ou une manifestation rend d'autant plus difficile le respect des mesures barrières à la propagation du virus. Quant au contenu de la manifestation, il révèle justement combien le pouvoir n'a jamais eu comme priorité les préoccupations sanitaires. Et plus il rechigne à régulariser touTEs les sans-papiers, plus il démontre à quel point ce n'est pas le cas. Proposer aux soignantEs de défilé le 14 Juillet aux côtés de l'armée, faire la chasse aux migrantEs et mener une politique d'inspiration coloniale dans les quartiers a certes une certaine logique. Mais cette politique de l'ordre, raciste et nationaliste, n'a rien à voir avec les besoins sanitaires et sociaux.

## C'est maintenant

La Marche des solidarités a répondu à la préfecture que son « invitation » n'aurait un sens que si le gouvernement prenait justement les mesures revendiquées par la manifestation. On a bien compris que l'enjeu s'était relevé. Là encore, pas de hasard à ce que les choses se cristallisent autour de la question des migrantEs. Liberté de circulation, visibilité politique dans l'espace public, refus de toutes les mesures étatiques de contrôle, de surveillance, et de répression, lutte contre le racisme et le nationalisme, partage des richesses plutôt que course aux profits, la cause des sans-papiers est porteuse des choix fondamentaux à faire pour le « monde d'après ».

Voilà pourquoi il faut faire monter la mobilisation. Pour imposer notre liberté de manifester, gagner l'égalité des droits et faire tremplin à une révolte qui, pour avoir été confinée, ne s'est pas éteinte.

**Denis Godard**

# Vu ailleurs

**HARCELEUR ET TOUJOURS MARCHEUR.** « Il ne peut pas rester au groupe, c'est clair. » L'avis de cette figure de LREM à l'Assemblée sur Stéphane Trompille est tranché : le député de l'Ain doit être sanctionné politiquement après l'avoir été judiciairement. Comme le rapporte le Progrès, le conseil de prud'hommes de Bourg-en-Bresse a en effet condamné l'élue lundi pour des faits de harcèlement sexuel sur l'une de ses anciennes collaboratrices parlementaires. Trompille, qui a annoncé faire appel de cette décision, était assigné pour licenciement abusif par deux ex-collaborateurs, dont l'une lui reproche des messages à connotation sexuelle. Le ténor du groupe cité plus haut compte bien évoquer le sujet en haut lieu en interne : « Clairement, moi ça va me poser un petit problème. » Une autre abonde dans le sens d'une exclusion :

« Normalement, la « jurisprudence » est limpide en la matière... » Et un troisième de renvoyer à la réunion du bureau du groupe, qui a lieu mercredi et où le sujet pourrait être évoqué.

Mais ils risquent d'être déçus. L'entourage du président de groupe, Gilles Le Gendre, nous fait en effet parvenir la réaction suivante, indiquant qu'aucune sanction ne sera prise à ce stade : « Les faits reprochés à Stéphane Trompille justifient le respect pour ses collaborateurs qui s'en estiment victimes. [...] Stéphane Trompille fait appel de ce jugement [de première instance]. Par ailleurs, il a porté plainte au pénal contre ses deux anciens collaborateurs pour faux et usage de faux. Au stade actuel, le groupe LREM n'a pas à intervenir dans un conflit du travail entre un député et ses

collaborateurs, ni dans une procédure pénale. Si cette condamnation devait définitive, il aurait naturellement à en tirer toutes les conséquences. »

En novembre, au moment des révélations sur les faits dont est accusé Stéphane Trompille, la majorité n'avait pas agi mais démontré toute sa gêne face à ce genre de cas, oscillant entre la revendication de son action contre les violences faites aux femmes et le respect de la présomption d'innocence. Depuis, une « cellule de signalement » anti-harcèlement et discrimination, interne au parti présidentiel, a été mise sur pied sous l'impulsion de la secrétaire d'Etat chargée de l'Égalité entre les femmes et les hommes, Marlène Schiappa.

Étienne Baldit, « Condamné pour harcèlement sexuel, le député Stéphane Trompille n'est pas exclu du groupe LREM », *liberation.fr*, 26 mai 2020.

## L'image de la semaine



## **l'Anticapitaliste**

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai :

**12 € = 3 MOIS**  
D'HEBDO  
ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

**s'abonner** par chèque, cochez la formule d'abonnement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (chèque à l'ordre de NSPAC) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

### FRANCE ET DOM-TOM

Tarif standard		Jeunes/chômeurs/précaires	
Hebdo	<input type="checkbox"/> 6 mois 35 €	<input type="checkbox"/> 1 an 70 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 25 €
Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 25 €	<input type="checkbox"/> 1 an 50 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 20 €
Hebdo +	<input type="checkbox"/> 6 mois 60 €	<input type="checkbox"/> 1 an 120 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 45 €
Mensuel			<input type="checkbox"/> 1 an 90 €
Promotion d'essai	Hebdo + 1 Mensuel offert		<input type="checkbox"/> 3 mois 12 €

### ÉTRANGER

Joindez la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@nspac2009.org

**s'abonner** par prélèvement automatique, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

### Tarif standard

Hebdo	<input type="checkbox"/> 17,5 € par trimestre	Mensuel	<input type="checkbox"/> 12,5 € par trimestre	Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 30 € par trimestre
-------	---	---------	---	-----------------	---

### Tarif jeunes/chômeurs/précaires

Hebdo	<input type="checkbox"/> 12,5 € par trimestre	Mensuel	<input type="checkbox"/> 10 € par trimestre	Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 22,5 € par trimestre
-------	---	---------	---	-----------------	---

### Titulaire du compte à débiter

Nom : ..... Prénom : .....  
Adresse : ..... Ville : .....  
Code postal : ..... Mail : .....

### Désignation du compte à débiter

IBAN  
\_\_\_\_\_ BIC  
\_\_\_\_\_

### Mandat de prélèvement SEPA

En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte conformément aux instructions. Vous bénéficierez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé. Numéro ICS : FR43ZZZZ554755

Date : ..... Signature obligatoire ..... 

[www.nspac2009.org](http://www.nspac2009.org)